



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 23 au 29 juin 2023

En bref

L'enquête mensuelle de Banxico révèle que le consensus marché aurait relevé pour la sixième fois consécutive son estimation du PIB à 2,3 % pour 2023. A titre de comparaison, en janvier, le secteur privé anticipait un taux de croissance du PIB de 0,98 %. Toutefois, les analystes interrogés par Banxico ont réduit leurs prévisions pour 2024 à 1,50 %, contre 1,60 % lors de l'enquête établie en mai. En ce qui concerne le taux d'intérêt directeur de la banque centrale, celui-ci devrait se situer à 11,00 % au T4 2023, ce qui représente une réduction de 25 pdb par rapport à son niveau actuel. Par ailleurs, il devrait s'établir à 8,50 % d'ici 2024, soit un niveau inchangé par rapport à l'enquête précédente.

LE CHIFFRE À
RETENIR

+2,3 %

Taux de croissance du PIB selon le
marché pour 2023.

Zoom sur

Les réunions annuelles entre les pays d'Amérique centrale et l'Union européenne dans le cadre de l'Accord d'association entre les deux zones se sont tenues fin juin à San Salvador. Le flux commercial entre l'Union Européenne et l'Amérique centrale a enregistré en 2022 une hausse de 40 % g.a et s'est élevé à 18,69 Mds USD. La balance commerciale de l'UE avec l'Amérique centrale présentait un déficit commercial de 1,05 Md USD en 2022, avec des importations en provenance d'Amérique Centrale s'élevant à 9,87 Mds USD (+24% g.a) et des exportations vers l'Amérique centrale s'élevant à 8,82 Mds USD (+30% g.a). Le Costa Rica est le pays qui a le plus exporté vers l'Union Européenne (4,36 Mds USD) et la Salvador est le pays qui a le moins exporté (236 M USD), après le Nicaragua (599,5 M USD).

Mexique

1. ECONOMIE

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2023 de la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), alors que les investissements directs étrangers à l'international ont chuté de 12 % en 2022, le Mexique enregistre une hausse et se maintient à la 11ème place en termes de réception d'IDE. L'organisation prévoit que la baisse des IDE pourrait se poursuivre à l'échelle mondiale en 2023, car les premiers signes du T1 2023 révèlent des tendances peu encourageantes en matière de financement de projets internationaux et de fusions-acquisitions. Ces observations suggèrent que les perspectives d'investissement pourraient se dégrader à court terme. Toutefois, malgré l'incertitude et les tensions géopolitiques, le Mexique a réussi à attirer un total de 35,3 Mds USD d'IDE. Le rapport de la CNUCED souligne que l'augmentation des nouveaux investissements et le réinvestissement des bénéficiaires sont des facteurs clés de la hausse des flux d'IDE vers le Mexique. En particulier, au cours de l'année 2022, les projets d'"investissement greenfield", qui impliquent la création de nouvelles installations et de filiales à l'étranger, ont connu une croissance significative à l'échelle mondiale, augmentant de près de 70 % en valeur. Le Mexique s'est démarqué en tant que principale destination de ces investissements avec 27 projets, suivi de près par la Turquie et les Émirats arabes unis. Cependant, le rapport note que malgré les avantages géostratégiques et la capacité productive dont dispose le Mexique, l'insécurité et l'incertitude autour de la politique énergétique notamment, entravent la capacité du pays à exploiter pleinement les opportunités offertes par le *nearshoring*.

Selon l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi), l'indicateur de confiance des consommateurs a progressé de 0,6 unité en juin pour atteindre 45,2 points, son niveau le plus élevé depuis novembre 2021. L'Inegi note que des améliorations de la perception des consommateurs ont été observées dans trois des cinq éléments qui composent l'Indicateur de

Confiance du Consommateur (ICC). L'augmentation la plus importante concerne la composante relative à la situation économique actuelle du pays en comparaison à celle d'il y a 12 mois, qui s'est améliorée de 1,5 point par rapport au mois de mai, sur fond d'amélioration des perspectives économiques. D'autre part, face au ralentissement de l'inflation, la probabilité d'acheter des meubles et des appareils ménagers s'est améliorée de 1 point, tandis que la question sur la situation économique actuelle des ménages a augmenté de 0,5 point. La composante sur la « situation future » des ménages est la seule à avoir diminué au cours de la période, avec une baisse de 0,2 point. En ce qui concerne la situation économique attendue du pays dans 12 mois, aucun changement n'a été observé, restant à 48,7 points.

Selon les chiffres de l'Inegi, en mai l'industrie manufacturière mexicaine devrait enregistrer sa meilleure progression en quatre mois, affichant une croissance annuelle de 2,9 %. Les exportations du secteur manufacturier au mois de mai ont augmenté de 9,5 % g.a., totalisant 52,8 Mds USD, le deuxième montant le plus élevé jamais atteint. Celles-ci ont été tirées par le secteur automobile, qui a enregistré une hausse de 26,3 % de ces exportations, sa plus forte hausse en quatre mois, et comptabilisant 17 522,5 Mds USD, un chiffre sans précédent. Au cours du même mois, les importations ont augmenté de 1,4 % g.a, après une baisse de 3,3 % g.a en avril. Les importations non pétrolières ont rebondi de 7,8 % g.a., tandis que les importations pétrolières ont chuté de 40,1 % g.a. Parallèlement, les biens de consommation ont enregistré une hausse annuelle de 13,5 % par rapport à l'année précédente, tout comme les biens d'équipement qui ont progressé de 24,1 % g.a. Au total, les importations se sont élevées à 53 Mds USD, soit le montant le plus élevé depuis huit mois.

D'après l'enquête mensuelle de Banxico, le marché aurait revu à la baisse ses prévisions d'inflation pour le quatrième mois consécutif qui se situent désormais à 4,70 %. La révision à la baisse des prévisions d'inflation concerne également 2024, avec une prévision établie à 4,01 % (contre 4,08 % en mai). En ce qui concerne l'inflation de base, excluant les prix les plus

volatils de l'économie, le marché s'attend à ce que le taux atteigne en moyenne 5,31 % au T4 2023. Cette prévision fait suite à une deuxième révision à la baisse par rapport au pic atteint en avril, lorsque le marché anticipait une inflation atteignant 5,54 %.

De janvier à mai 2023, la part des importations totales de biens aux États-Unis en provenance du Mexique a atteint un niveau record de 15,4%, d'après les données du Bureau du recensement.

En outre, le Mexique reste le premier partenaire commercial des États-Unis et son premier fournisseur à l'étranger. Les exportations de marchandises du Mexique vers son voisin du nord se sont élevées à 195 Mds USD au cours des cinq premiers mois de 2023, soit une augmentation de 5,6 % g.a. A contrario, les deux autres principaux partenaires des États-Unis ont connu des baisses pour le même indicateur : les importations en provenance de Chine ont diminué de 24,3 %, s'établissant à 168 Mds USD, tandis que le Canada a enregistré une baisse 3,2 %, atteignant 175 Mds USD. Ainsi, la part de marché du Mexique dans les importations américaines a dépassé celle de la Chine (13,4 %) et du Canada (13,9 %).

2. FINANCES PUBLIQUES

Selon le ministère des Finances, le Mexique enregistré un déficit de 157 Mds MXN au cours des cinq premiers mois de 2023, principalement en raison de la chute des revenus pétroliers et fiscaux. Les revenus pétroliers se sont élevés à 401 Mds MXN bien en dessous de l'estimation de 604 Mds MXN. Les revenus fiscaux pour la période ont également été inférieurs aux prévisions, avec un manque à gagner de 67,6 Mds MXN, principalement en raison d'une baisse de la perception de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 81 Mds MXN et de la Taxe spéciale sur la production et les services (IEPS) de 29 Mds MXN. Alors que la baisse des revenus fiscaux serait attribuée à une contraction de l'économie mexicaine, les revenus pétroliers auraient été fortement affectés par la baisse des prix du pétrole et la réduction des exportations. Par ailleurs, le ministère des Finances indique que le

déficit budgétaire s'est élevé à 154 Mds MXN, soit 89,5 Mds MXN de moins que prévu.

Les remesas captées par le Mexique, constituant l'une des principales sources de devises du pays, ont atteint un montant record de 5,7 Mds USD en mai, selon Banxico. Cela représente une augmentation annuelle de 10,7 %. De surcroît, en termes de volume, le flux de remesas a atteint un niveau exceptionnel, avec un total de 14,5 M de transactions, surpassant ainsi le pic précédemment enregistré en octobre dernier. Cette forte augmentation serait liée à un effet saisonnier observé régulièrement en mai en raison de la fête des mères. En ce qui concerne le montant moyen des remesas, celui-ci s'est établi à 391 USD, ce qui représente la deuxième somme la plus élevée de l'année. Cependant, ce chiffre reste inférieur au pic atteint en juin 2022, lorsque les migrants ont envoyé en moyenne 407 USD à leur famille.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Ce jeudi 29 juin 2023, la secrétaire à l'Énergie, Rocío Nahle, a annoncé sur les réseaux sociaux le démarrage du transport de pétrole brut vers la raffinerie Dos Bocas, dans l'État du Tabasco. Cette annonce fait suite à celle du président Andrés Manuel López Obrador (AMLO) qui avait indiqué récemment que le chargement de pétrole brut avait débuté à la raffinerie Dos Bocas. Initialement, 80 000 barils devraient être raffinés, tandis qu'au début de 2024, un objectif de traitement de 340 000 barils de pétrole brut est fixé.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 29/06
Bourse (IPC)	12,39%	+10,4 %	53 460 points
Change MXN/USD	-0,47%	-15,20%	17,1
Change MXN/EUR	-0,90%	-11,20%	18,65
Prix du baril mexicain	-4,44%	-41,20%	62,60

Amérique centrale

1. GUATEMALA

Le 2 juillet, le Tribunal Suprême Electoral (TSE) a suspendu l'officialisation des résultats du premier tour des élections générales qui se sont tenues le 25 juin 2023, à la demande la Cour Constitutionnelle qui a été saisie par neuf partis politiques, dont le parti du président actuel, qui dénoncent des « vices » dans le scrutin. Ont été suspendues la qualification des candidats pour le second tour des élections présidentielles et notamment celle du candidat de centre gauche, Bernardo Arévalo, qui avait créé la surprise en se qualifiant aux côtés de Sandra Torres, ainsi que l'attribution des postes de maires et députés élus. La Cour Constitutionnelle a demandé une nouvelle audience de révision de certains relevés de votes du premier tour (sous cinq jours) et la résolution de toutes les contestations des résultats (sous 15 jours). Les États-Unis, l'Union européenne et ses États membres, ainsi que l'OEA ont exprimé leur inquiétude quant à la judiciarisation du processus électoral et ont appelé au respect de la volonté du peuple

guatémaltèque, telle qu'exprimée dans les résultats du premier tour.

Depuis le 1^{er} juillet, près de 447 500 ménages ne reçoivent plus de subventions à l'électricité, qui avait été instaurées en avril 2022, et devront payer en moyenne 100 GTQ (12,8 USD) de plus par mois. Ces subventions temporaires concernaient les ménages consommant entre 89 et 125 kWh/mois. La tarification sociale de l'électricité reste toutefois en vigueur, cette mesure concernant les ménages consommant moins de 88 kWh/mois, soit 62 % des ménages guatémaltèques.

2. EL SAVADOR

Le taux de croissance du PIB a atteint 0,8 % au T1 2023, niveau le plus bas depuis 2016 (hors pandémie). La Banque Centrale explique cette dynamique (i) par un niveau d'inflation toujours élevé malgré sa récente décélération (4,4% g.a en mai) et (ii) par le ralentissement de l'économie américaine, réduisant la croissance des *remesas* (1,1% de croissance au T1) et des exportations (-7,6% en valeur et -0,2% en volume sur la période de janvier à mai). La croissance au T1 2023 a été portée par le secteur de la construction (+18 %), les investissements ayant été principalement dirigés vers ce secteur, tant côté public (*Los Chorros*, infrastructures routières) que privé (résidentiel). En revanche, le secteur des *maquillas* s'est contracté de 18 % au T1 2023. Par ailleurs, les flux entrants d'IDE ont atteint 142 M USD sur la période, en provenance principalement du Mexique, d'Espagne et des États-Unis.

Suite à l'amélioration de la situation sécuritaire du pays, la principale préoccupation de plus de 60 % des ménages est désormais leur situation économique, selon l'Université Centroamericana José Simeón Cañas (UCA). La pandémie et le contexte inflationniste mondial ont effectivement détérioré les conditions économiques des Salvadoriens : face à la hausse du prix du panier alimentaire de base (185 USD en mars 2023 contre 157 USD un an plus tôt en zone rurale), le taux de pauvreté monétaire (i.e.

la part des ménages dont les revenus ne permettent pas de payer deux fois le panier alimentaire de base) s'élevait à 26,7 % en 2022 contre 22,8 % en 2019 selon l'institut statistique salvadorien (ONEC).

Suite à un jeu comptable issu de la réforme des retraites, la dette publique a atteint officiellement 19,7 Mds USD à fin mai, en baisse de 23 % par rapport à mars 2023 (25,7 Mds USD), permettant ainsi de repasser sous la barre des 60 % du PIB (contre 78 % en décembre 2022). La réforme des retraites, approuvée en septembre 2022 par l'Assemblée, introduisait trois nouvelles lois, dont une qui créait le nouvel Institut Salvadorien des Retraites (ISP) et une autre qui restructurait la dette des retraites en la transférant comptablement à la charge de l'ISP, et non plus du gouvernement. Cette dette des retraites est désormais comptabilisée sous forme de « Certificats de financement transitoire (CFT) » émis par l'ISP à 50 ans et à un taux de 7 %, bénéficiant d'une période de grâce de quatre ans. Bien que les agences de notation estiment que cette réforme permet effectivement de libérer un espace fiscal de 500 M USD par an au cours des quatre prochaines années (soit environ 1,5 % du PIB par an), ils notent tout de même que cette dette des retraites, s'élevant à 8,85 Mds USD en mai 2023, n'a pas disparue mais se trouve simplement dans une autre rubrique comptable. En l'agrégant à la dette publique, la dette publique totale s'élève ainsi à 28,6 Mds USD à fin mai 2023.

3. HONDURAS

Les flux entrants d'IDE s'élevaient à 208,7 M USD au T1 2023, en chute de 39,2 % par rapport au T1 2022 selon la Banque centrale. L'intégralité de ces flux correspondaient à des réinvestissements de bénéfiques. Les principaux secteurs destinataires de ces flux étaient l'industrie manufacturière, les *maquillas* et les activités financières et d'assurance. Pour rappel, en 2021 et 2022, les flux entrants d'IDE s'étaient élevés respectivement à 739 M USD et 823 M USD.

L'inflation continue sa décélération entamée depuis février 2023 et atteint 5,6% g.a en juin.

Cette dynamique est principalement liée au ralentissement de la croissance des prix des produits alimentaires (10,8% g.a en juin contre 18,2% g.a en février 2023). Pour rappel, l'inflation avait atteint 9,8% g.a à la fin de l'année 2022 et son pic en juillet 2022, à 10,7% g.a. Ce ralentissement s'opère sans que la Banque centrale n'ait relevé son taux directeur, qui est resté à 3% depuis novembre 2020.

Selon l'organisation patronale COHEP, 95 % des entreprises auraient souffert de coupures d'électricité au cours de l'année 2022, occasionnant pour 88 % d'entre elles des pertes économiques. Parmi ces entreprises, 30 % d'entre elles auraient connu plus de cinq coupures d'électricité par semaine. Toujours selon la COHEP, six entreprises sur 10 auraient dû en conséquence investir dans des générateurs d'électricité indépendants du réseau national.

4. PANAMA

La Commission du budget de l'Assemblée Nationale a terminé son année parlementaire avec l'approbation de 64 crédits additionnels et 527 transferts de lignes budgétaires, respectivement pour 795 M USD et 2 Mds USD.

De nombreuses demandes ont été réalisées en juin par les différents ministères par exemple, (i) le Ministre de l'intérieur et de la Justice, Roger Tejada a soutenu 8 transferts de lignes budgétaires (13 M USD) pour la construction du centre pénitencier féminin de Panama et de la préfecture de Veraguas, (ii) le Ministre des travaux publics a demandé 10 transferts de lignes budgétaires (80 M USD) pour se conformer aux calendriers de dépenses et (iii) la Caisse de Sécurité Sociale a reçu 37,7 M USD au travers de 7 transferts de lignes budgétaires.

Selon le Système de Références de Crédit d'APC Intelidat An Experian Company, le solde des cartes de crédit émises par des banques a augmenté de 4,1 % g.a en mai 2023, pour un total de 2,4 Mds USD. Le nombre de cartes bancaires activées a également augmenté, passant de

656 219 à 706 572, soit une augmentation de 7,7 % g.a. Le nombre de cartes de crédit émises par d'autres institutions (coopératives, entreprises...) est de 169 788, pour un solde de 400 M USD (une augmentation de 32,9 % g.a) en mai 2023. Le solde moyen d'une carte de crédit par une banque est de 3 520 USD. Près de 14,5 % du solde des cartes de crédit émises par une banque est soumis à un arriéré depuis plus de 61 jours. Selon le directeur général d'ACP Intelidat an Experian Company, à la fin de mai 2023 le portefeuille de crédits à la consommation était de 38 Mds USD au Panama.

La Commission de Contrôle du Fonds d'Épargne de Panama (FAP) demande au gouvernement de respecter ses engagements pris par la loi 51 de 2018 concernant les transferts de revenus vers la FAP de 970 M USD pour la période 2018-2022, correspondants aux contributions de l'Autorité du Canal de Panama (ACP) au Trésor National. Le montant de la contribution est calculé selon les chiffres du PIB publiés par le Contrôleur Général de la République et les revenus du Canal. Pour 2020, la Commission de Contrôle du FAP a estimé la contribution à 269 M USD, à 282 M USD pour 2021 et à 386 M USD pour 2022. A la fin du premier trimestre 2023, les actifs du FAP s'élevaient à 1,3 Md USD. Selon la Commission de Contrôle du FAP, le non-respect des engagements de l'État montre une « érosion de l'État de droit ».

L'Autorité du Canal de Panama (ACP) mettra en place un ajustement temporaire du frettage des navires pour faire face à la diminution des niveaux d'eau des lacs du Canal. La taille maximum des navires sera réduite à 47,5 pieds, contre 50 pieds en temps normal. Le Canal a généré 4,6 Mds USD (dont 2,5 Mds USD de contribution pour l'État) de revenus sur la période 2022-2023. Selon l'Administrateur du Canal, Ricaurte Vásquez, les revenus devraient être inférieurs en 2023-2024. L'ACP révisera plusieurs propositions pour l'approvisionnement en eau du Canal avant de les présenter au gouvernement fin juillet-début août 2023. Parmi ces propositions : (i) l'utilisation du cours du lac Bayano, (ii) la construction d'une nouvelle station

d'épuration pour alléger la pression sur les lacs Alhjuela et Gatún, (iii) le déplacement de l'eau de l'écluse de Miraflores vers le secteur de Gamboa pour baisser le niveau de sel dans le lac Gatún.

5. NICARAGUA

Les dépôts et les crédits bancaires ont enregistré une croissance de 16,9 % et 19,2 % de janvier à mai 2023, atteignant 6,84 et 4,48 Mds USD respectivement, selon la Banque centrale. Les indicateurs de la qualité du crédit, de la liquidité et la solvabilité se seraient également améliorés.

Les remesas ont augmenté de 60,2 % g.a au mois de mai et se sont élevées à 426,2 M USD selon la Banque centrale. Le montant cumulé des remesas de janvier à mai a également augmenté de 60,8 % g.a, passant de 1,12 Md USD en mai 2022 à 1,82 Md en mai 2023. Sur le total des remesas reçues en mai, 83,7 % provenaient des États-Unis, 6,8 % du Costa Rica, 5,5 % d'Espagne, 1,1 % du Panama et 0,8 % du Canada.

En 2022, le secteur touristique représentait 4,7 % du PIB, soit 640,34 M USD, contre 3,6 % en 2021. Selon la Banque centrale, les activités qui ont le plus contribué à la création de valeur ajoutée dans le secteur touristique sont les services de restauration, l'hébergement, le transport et les loisirs. Les dépenses de consommation des touristes en 2022 se sont élevées à 1,39 Md USD, dont 58 % en provenance des touristes nationaux résidents et 42 % en provenance des visiteurs non-résidents.

6. COSTA RICA

Le conseil d'administration de la Banque centrale du Costa Rica (BCCR) a émis un avis favorable sur le prêt de 725 M USD du programme de résilience et de viabilité (RSF) du Fonds monétaire international (FMI). Le 1er mai, la mission du FMI au Costa Rica a demandé aux chefs de l'Assemblée législative d'approuver rapidement ce financement. La BCCR a conclu que l'opération permettrait de substituer la dette à des conditions plus avantageuses et

n'entraînerait pas de dépenses supérieures à celles prévues dans le projet de loi de finances pour 2023.

Le gouvernement a l'intention d'augmenter l'impôt sur le revenu de 33 000 Petites et Moyennes Entreprises (PME). Les données du ministère des finances indiquent qu'en 2020 et 2021, plus de 33 000 PME ont payé un impôt sur le revenu de 5 %, 10 %, 15 % ou 20 %, en fonction de leurs revenus. Le projet de loi 23.760 présenté par le gouvernement de Rodrigo Chaves augmenterait ce taux à 30 %. L'établissement de ce taux unique fait partie d'un ensemble de réformes concernant l'impôt sur le revenu.

Le ministère des Finances a levé 3,1 Mds USD en obligations de dette intérieure au cours du T1 2023. Ce montant représente 63 % de l'objectif fixé dans le plan de financement pour 2023, qui est de 4,9 Mds USD. Au T1 2023, l'objectif fixé par le Ministère était de lever 2,3 Mds USD. Le Trésor National a annoncé une diminution des taux d'intérêts sur cette levée de fonds. Les rendements assignés ont enregistré des réductions allant jusqu'à 2,94 pdp.

Caraïbes

1. CUBA

Plus d'un million de visiteurs à Cuba pour l'année 2023. Entre janvier et mai 2023 Cuba a accueilli 1 441 362 touristes, ce qui correspond à une croissance de 77 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les flux touristiques proviennent majoritairement du Canada (544 763 visiteurs), des États-Unis (67 615), de la Russie (55 413) et de l'Allemagne (34 231). La France, pour sa part, se classe au sixième rang avec 29 202 touristes, soit +46% par rapport à 2022. Le Ministère du tourisme cubain (Mintur) prévoit pour 2023 l'arrivée de 3,5 M de touristes. Cela contraste avec une augmentation globale de près de 15% du nombre de visiteurs débarquant dans la zone des Caraïbes.

2. BARBADE

La Barbade devrait bénéficier de 100 M USD par an de financement de la part de la Banque interaméricaine de développement (BID). Cette déclaration fait suite au sommet pour un Nouveau Pacte Financier mondial tenu à Paris les 22 et 23 juin 2023. À l'issue d'une réunion impliquant des représentants du gouvernement et du secteur privé, James Scriven, directeur général de BID Invest, la branche du secteur privé de la BID, a exprimé le désir de la BID d'accroître ses investissements dans les projets à Bridgetown et dans le reste de la région caribéenne. Ces investissements seraient ciblés sur des secteurs spécifiques, notamment le développement des infrastructures, les énergies renouvelables, l'industrie manufacturière, les projets liés au tourisme, la numérisation, l'agriculture, l'économie bleue et l'atténuation des effets liés au changement climatique. De nombreux autres institutions financières internationales affirment rejoindre ce renforcement du soutien aux pays victimes du changement climatique, notamment le FMI, la Banque de développement d'Amérique Latine et des Caraïbes, la Banque Européenne d'Investissement, la Banque Mondiale...

3. BAHAMAS

Le procureur général Ryan Pinder a annoncé que le gouvernement avait mis de côté 10 M USD pour effectuer des paiements d'acquisition de terres aux propriétaires bahaméens. L'année dernière, le gouvernement a alloué 17 M USD de son budget pour payer un nombre important de jugements civils rendus à son encontre. M. Pinder a signalé que cela excluait les paiements pour les acquisitions de terres. Le procureur général a précisé que le gouvernement doit encore des dizaines de millions de dollars aux Bahamiens qui ont été expropriés pour la construction de routes et d'autres ouvrages publics.

4. JAMAÏQUE

Dans son rapport d'assistance technique sur la situation climatique, le FMI a déclaré que l'île

était fortement exposée aux catastrophes naturelles, (i) du fait de la fragilité de ses infrastructures, (ii) de l'importance du tourisme dans son économie (environ 20 % du PIB) et (iii) de la concentration de sa population dans les zones côtières. L'île est particulièrement touchée par les cyclones, les inondations et les sécheresses. Le pays est classé au 47^{ème} rang sur 193 de l'indice de risques de la Commission Européenne. Deux cyclones au début des années 2000 ont fait perdre 8 % et 3 % du PIB respectivement. Le pays est fortement dépendant des énergies fossiles, 85 % de l'énergie consommée est issue au pétrole. Néanmoins, le FMI note que des progrès ont été réalisés dans l'élaboration d'un cadre politique global sur le changement climatique et dans la planification du financement des risques de catastrophe.

La Banque de Jamaïque (BOJ) a déclaré maintenir son taux d'intérêt directeur à 7 % pour la cinquième fois consécutive depuis son Comité de politique monétaire (MPC) de novembre 2022, affirmant que même si l'inflation a diminué de manière significative au cours des derniers mois, la lutte pour contrôler les augmentations des prix à la consommation est loin d'être terminée. **Les prix à la consommation ont augmenté de 6,1 % g.a en mai 2023**. La banque centrale a déclaré que les hausses des tarifs du téléphone et de l'Internet, le salaire minimum national, les prix agricoles saisonnièrement plus élevés ainsi que les augmentations attendues des tarifs des bus et des taxis devraient stimuler l'inflation au cours des prochains mois.

5. TRINITE-ET-TOBAGO

Dans son dernier rapport sur la politique monétaire de juin 2023, la Banque centrale a noté une reprise lente et régulière de l'économie nationale au cours du T1 2023. La prévision de croissance du PIB serait de 2,3 % pour 2023. La production de gaz naturel liquéfié et de méthanol a augmenté par rapport au T1 2022, tandis que la production de pétrole brut (-6 %), de gaz naturel (-0,4%), d'ammoniac et d'urée ont diminué. Dans les secteurs non énergétiques, le

renforcement de l'activité des entreprises et de la demande des consommateurs s'est traduit par des expansions dans les secteurs du transport et du stockage, du commerce de gros et de détail, de l'électricité, de l'eau et de la construction. Les secteurs de la finance, de l'assurance, de l'industrie manufacturière et de l'agriculture ont été légèrement moins dynamique au cours de la même période.

Selon l'indice des prix de détail, l'inflation globale a ralenti à 5,7 % en mai 2023, contre 6,0 % le mois précédent et 8,7 % en décembre 2022. La baisse des prix internationaux des denrées alimentaires, associée à la baisse des prix des produits locaux, a entraîné le ralentissement de l'inflation des prix des produits alimentaires atteignant 9,7 % en mai 2023, contre 11,2 % en avril et 17,3 % en décembre 2022. Le rapport indique que l'inflation de base, sans les prix des denrées alimentaires, est restée inchangée à 4,8 % en mai par rapport au mois précédent, mais inférieure aux 6,7 % enregistrés en décembre 2022.

Le crédit au secteur privé a été relativement stable au cours des quatre premiers mois de 2023, avec une croissance estimée à 6,5 % g.a en avril 2023, soutenue par la demande de prêts à la consommation et de prêts hypothécaires immobiliers. Le crédit aux entreprises s'est maintenu à un rythme soutenu de 6,4 %, bien que plus lent que la croissance de 9,8 % enregistrée en décembre 2022. La liquidité du secteur bancaire est restée satisfaisante, les réserves excédentaires des banques commerciales étant passées d'une moyenne quotidienne de 973 M USD en mars à 1,1 Md USD à la mi-juin 2023.

6. REPUBLIQUE DOMINICAINE

Selon les données du dernier rapport du Conseil national des Zones Franches d'Exportation (CNZFE), on compte un total de 84 parcs en exploitation en 2022, soit une croissance relative de 6,3 % par rapport à la fin de l'année 2021. 52,4 % des zones franches en activité sont concentrées dans la région nord du pays et

23,8 % dans le District National et la province de Saint-Domingue. Cela représente 774 entreprises et près de 192 500 emplois directs. Les zones franches ont contribué par ailleurs à 3,3 % du PIB national en 2022. Les principaux secteurs d'activités implantés dans les zones franches sont les services (23,4 %), la fabrication de tabac et ses dérivés (16,8 %) et l'industrie textile et les vêtements (11,9 %). En outre, au T4 2022, l'investissement cumulé des entreprises des zones franches s'élevait à 7 160,9 M USD, soit une croissance relative de 20,8 % par rapport à 2021. Juste derrière les États-Unis, la République dominicaine est le 2^{ème} pays qui investit le plus dans les zones franches au niveau mondial. Viennent ensuite l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Canada.

L'inflation s'élève à 4,0 % g.a au mois de juin 2023 selon la Banque Centrale de la République dominicaine (BCRD), se maintenant ainsi dans la fourchette cible. L'inflation sous-jacente annuelle poursuit sa tendance baissière, à 5,33 % en juin 2023, enregistrant une diminution de 196 pdb par rapport au pic de 7,29 % en mai 2022. La BCRD indique que le secteur ayant la plus forte contribution à l'inflation en juin 2023 est celui des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées avec une variation de + 0,69 %. Cela comprend notamment l'augmentation des prix de certains produits alimentaires de base (tomates : + 16,57 %, oignons : + 6,84 %, café : + 3,10 %, ...). A l'inverse, les secteurs Logement et Transports ont permis d'atténuer le résultat de l'indice des prix à la consommation, variant respectivement de - 0,73 % et - 0,16 %. Cela s'explique, entre autres, par une réduction des prix du gasoil et autres combustibles.

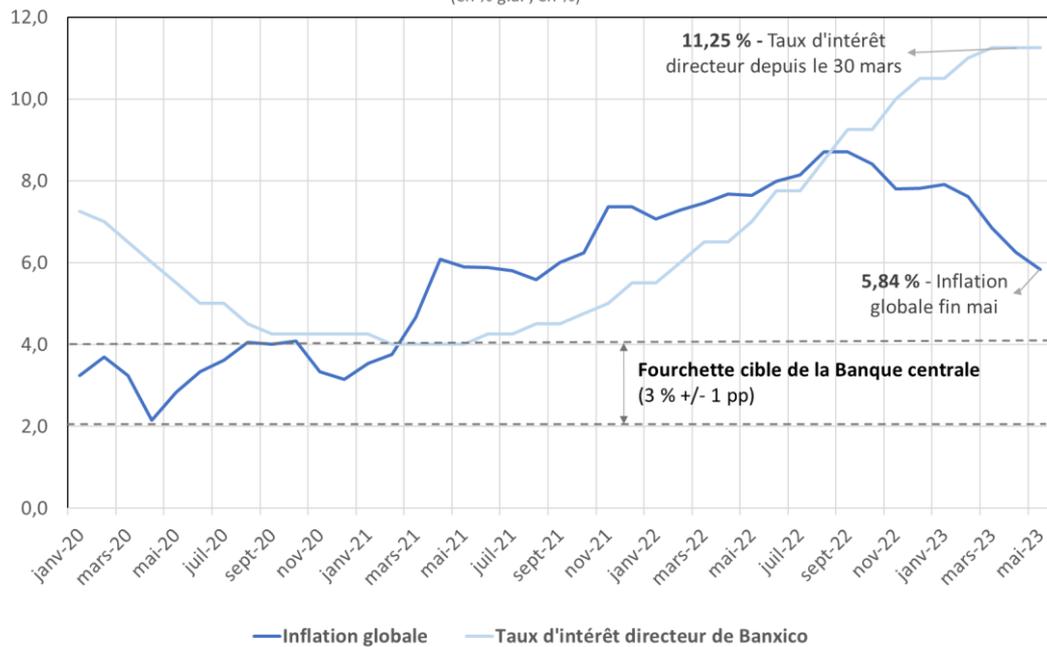
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	7,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	8,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source: FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

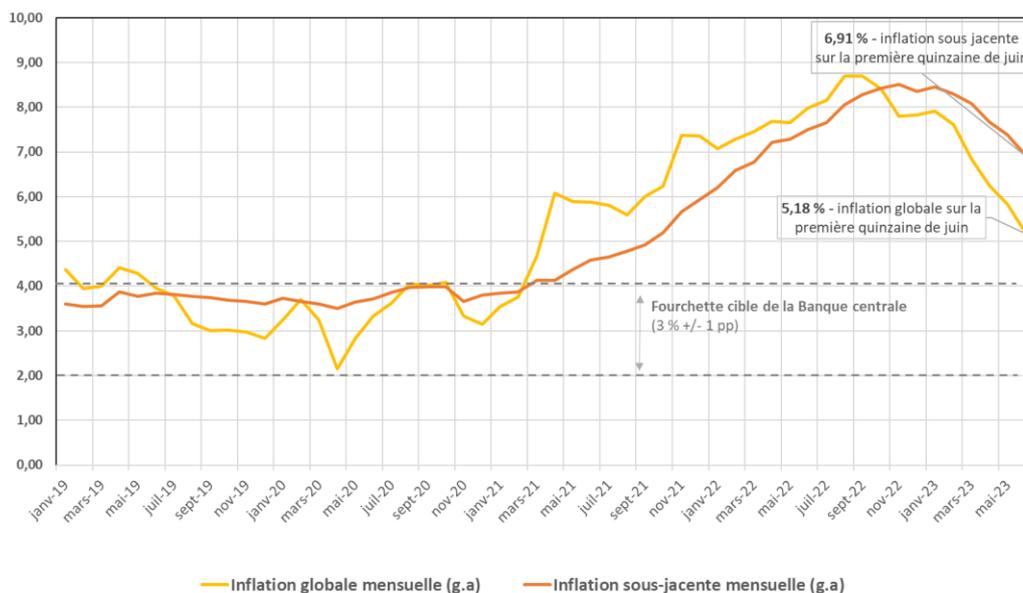
-Annexe Graphique – Mexique –

INFLATION MENSUELLE ET TAUX D'INTERET DIRECTEUR
(en % g.a. ; en %)



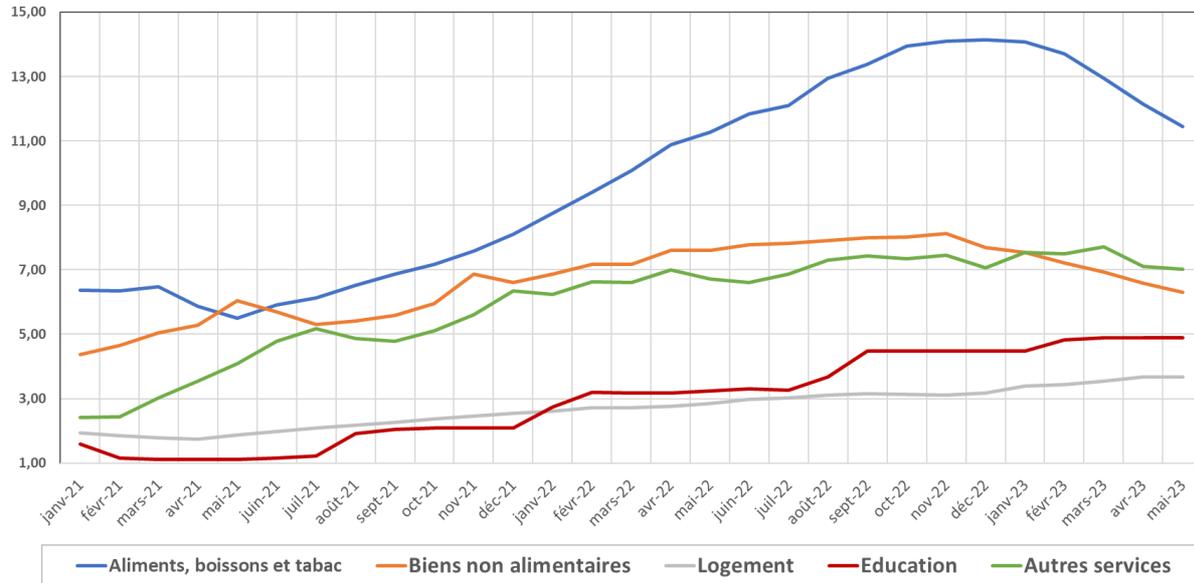
Source: Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE
(%, g.a.)



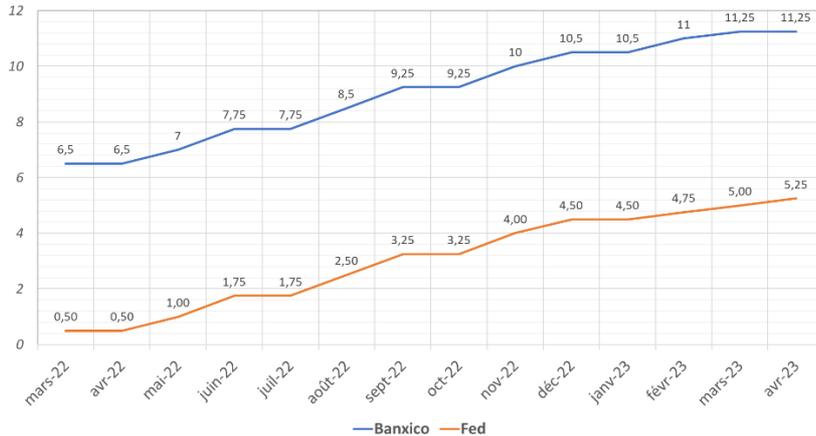
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION
(%, g.a.)



Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

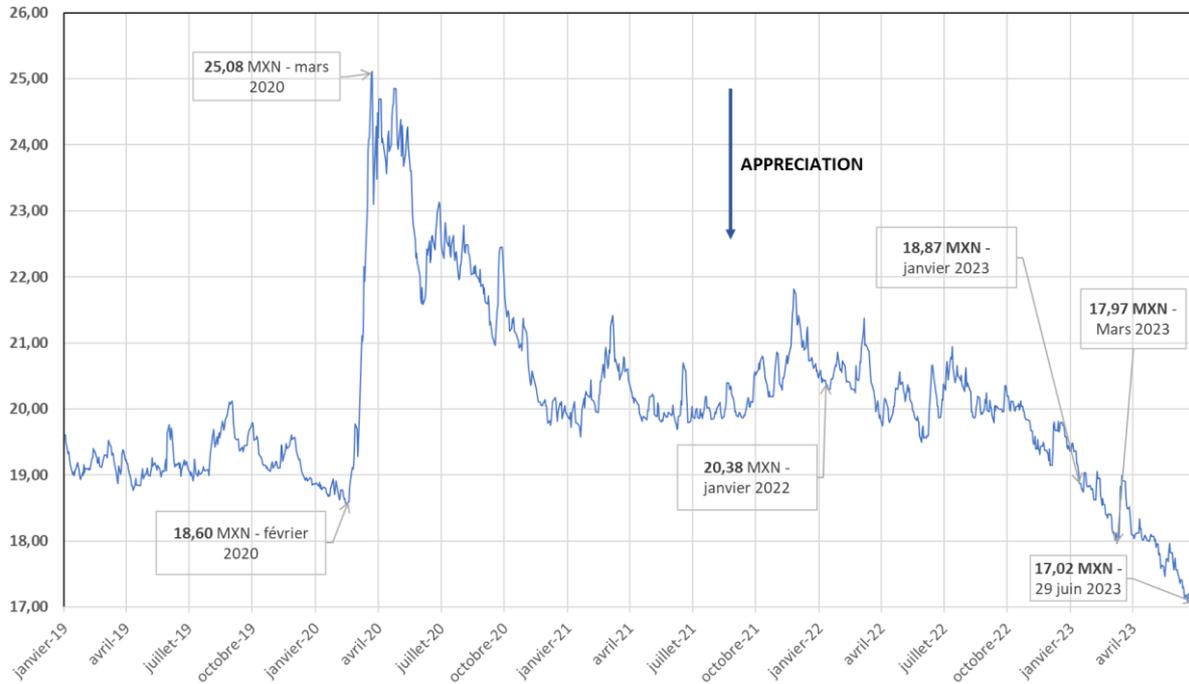
DIFFÉRENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAINE (%)



date	taux d'intérêt directeur de Banxico	Fourchette haute du taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,50	0,50	600
avr-22	6,50	0,50	600
mai-22	7,00	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,50	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10,00	4,00	600
déc-22	10,50	4,50	600
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600

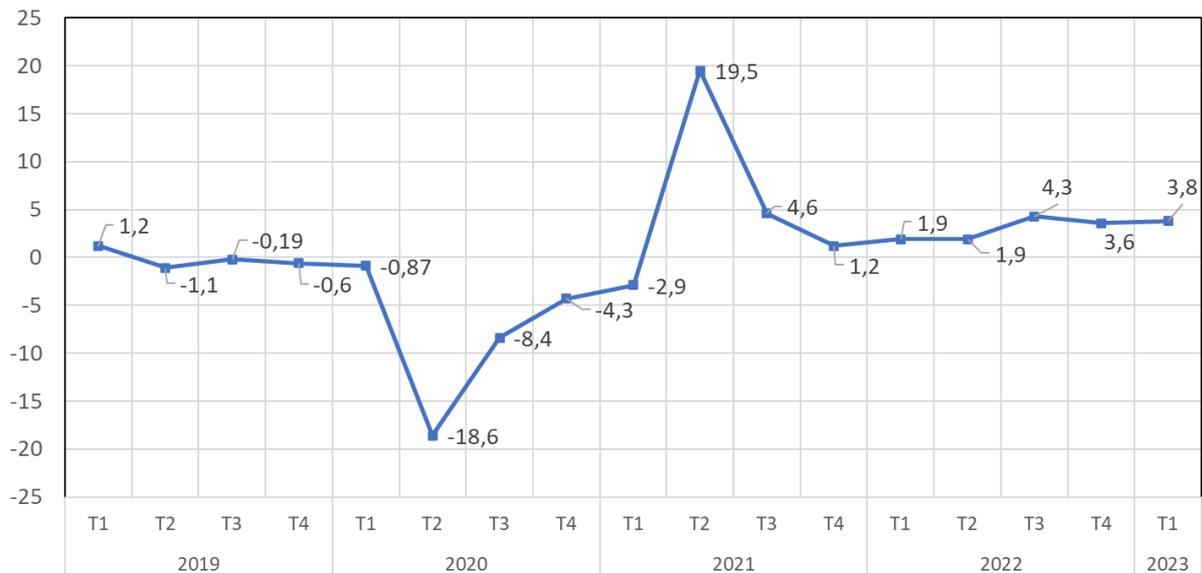
Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE
(MXN/USD)



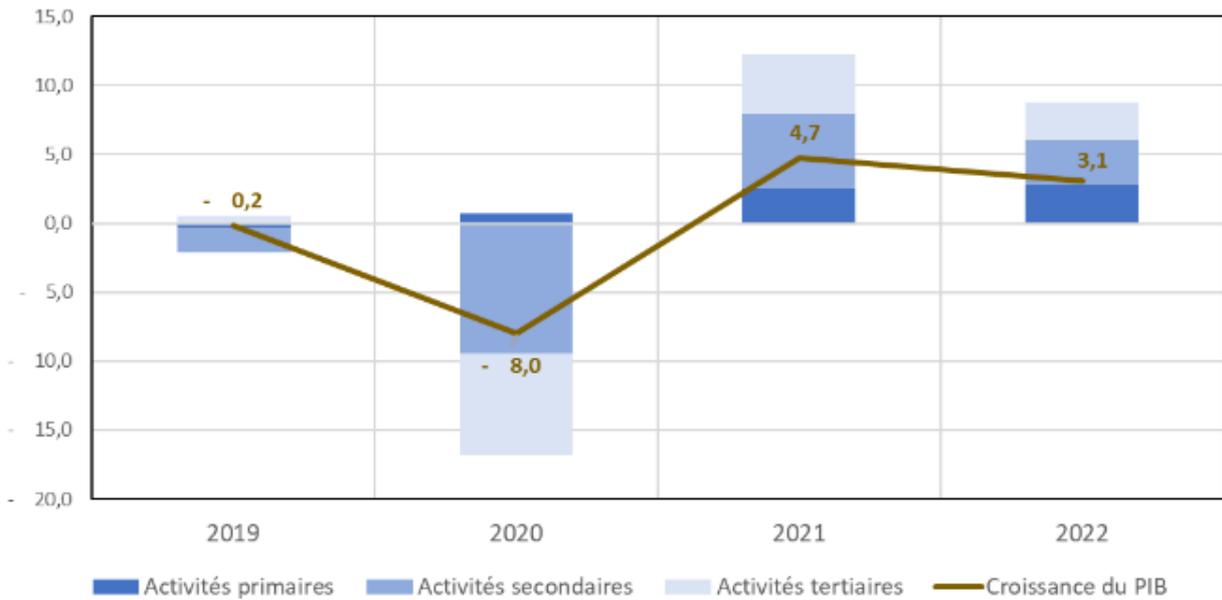
Source: Banque centrale du Mexique

TAUX DE CROISSANCE DU PIB
(%, glissement annuel)



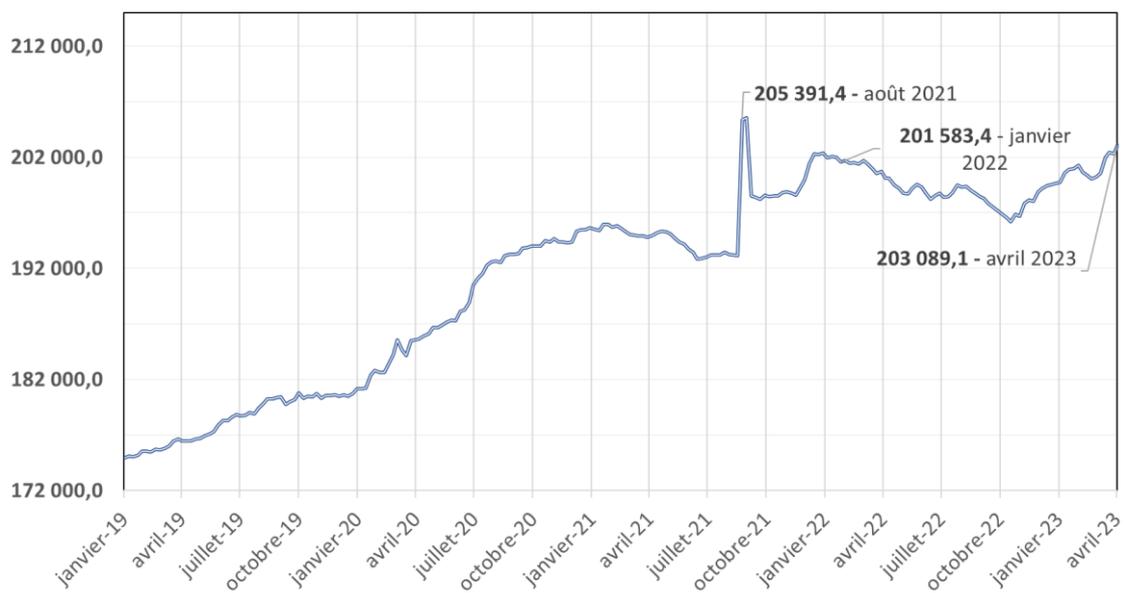
Source: Institut National de la Statistique et de la Géographie

DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES
 (% , g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

MONTANT DES RESERVES INTERNATIONALES
 (en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique